



A PROPOS D'AMÉNAGEMENT DES PARCOURS FORESTIERS : QUELLE RESPONSABILITÉ ?

par Antoine BLANCHEMAIN *

L'exposé de M. J. Poupon, remarquable par sa clarté, sa rigueur et la qualité de sa documentation, repose sur des données couramment admises et qui constituent le fonds commun de nombreuses propositions d'aménagement.

Cependant, certaines recherches récentes, notamment en matière de nutrition animale, éclairent d'un jour nouveau ce qui paraissait acquis. La remise en cause est parfois si notable qu'elle nous paraît autoriser l'ouverture d'un débat de fond sur la conception de l'aménagement et sur les rapports qu'elle entretient inévitablement à travers la méthodologie, avec la philosophie du développement global.

MESURE DES RESSOURCES ET DES BESOINS ALIMENTAIRES : LES INSUFFISANCES D'UNE APPROCHE GLOBALE

Ayant comparé au terme d'une estimation globale à l'échelle du pays, le potentiel de la production végétale mis à la disposition des ruminants, au total des besoins alimentaires de ceux-ci, l'auteur constate un important déficit et s'en inquiète.

- (ou bien) l'état du cheptel est précaire et sa productivité médiocre,
- (ou bien) le prélèvement effectué entame « le capital productif », qu'il s'agisse des herbacées ou des arbres ».

Il est possible que l'une et l'autre de ces hypothèses soient exactes. Elles sont cependant suffisamment graves – impliquant une critique fondamentale du système agraire marocain dont le pastoralisme fait partie – pour que l'on ait envie « d'y regarder de plus près ».

Sans nier en effet l'intérêt de ce mode de calcul pour une première approche, il faut considérer certaines critiques émises par les nutritionnistes eux-mêmes à l'encontre du système de mesure habituel (système des unités fourragères - U.F.) et se demander s'il n'y a pas aussi erreur de compte, compte tenu des effets multiplicateurs de l'échelle.

* **Antoine BLANCHEMAIN,**

Ingénieur en chef du Génie rural, des eaux et des forêts,
Centre technique du Génie rural, des eaux et des forêts,
Antenne Elevage ovin,
Rue Jules-Guesde,
34100 Montpellier.

L'ALIMENTATION RATIONNELLE : UNE NOUVELLE VERSION

Pendant quelques décennies, les ingénieurs ont appris que l'alimentation rationnelle consiste à assurer aux animaux une ration dont la valeur coïncide au jour le jour avec les besoins théoriques calculés selon une méthode dérivée des calculs de la thermodynamique. Une observation plus attentive des réalités biologiques a fait apparaître quelques différences sensibles entre la centrale thermique et le ruminant.

On constate en premier lieu que celui-ci et notamment la brebis reproductrice possède la faculté de maigrir en période de disette puis de reconstituer ses réserves corporelles lorsque les ressources abondent à nouveau, grâce au « pouvoir tampon » de ces réserves. La perte de poids peut atteindre 2 kg par mois pendant les 5 premières semaines de lactation, tandis que la reconstitution des réserves peut se faire au rythme de 100 g par jour et atteindre 2 à 3 kg par mois (TISSIER - THERIEZ 1978).

A la notion de « ration quotidienne équilibrée », se substitue donc désormais une notion nouvelle qui conduit à raisonner la couverture des besoins alimentaires à l'échelle du cycle de reproduction tout entier, c'est-à-dire sur 8 à 10 mois au moins.

Pratiquement, il suffit d'ajuster le calendrier de reproduction au calendrier fourrager de façon à faire coïncider une période de besoins minimum (brebis vides, sans agneaux) avec une période de production d'herbe (repousse) telle que la ressource excède les besoins d'entretien et permette une reprise de poids.

Ce mécanisme, bien connu des herbagers français, sous le nom de « croissance compensatrice » aussi bien que des transhumants, l'est aussi des éleveurs méditerranéens, ainsi qu'en témoigne le calendrier d'élevage :

- mise bas et allaitement : (fin d'automne, hiver) repousses de parcours frais, résidus de culture, pailles, jachères etc.
- tarissement (fin du printemps) disette
- reconstitution (été - automne) herbe de montagne jeune et appétente.

Une appréciation rigoureuse du prélèvement impliquerait dans ces conditions qu'on intègre les variations de poids des animaux survenues entre temps; or, celles-ci sont, on le sait, d'autant plus importantes que les écarts de la disponibilité fourragère sont plus marqués.

D'autres critiques, plus générales, et plus fines, ont amené par ailleurs les nutritionnistes à proposer de « nouvelles recommandations pour l'alimentation des ruminants » (I.N.R.A. 1978).

Il est apparu en effet, que les premières « tables d'alimentation rationnelle » sous-estimaient assez gravement la valeur alimentaire des fourrages grossiers et surestimaient au contraire celle des céréales.

Une meilleure connaissance du métabolisme des ruminants les conduit à faire une différence entre la couverture des besoins de production pour le lait et celle des besoins de production pour la viande : on distingue désormais une U.F.-Lait (valant 1 730 kilo-calories) et une U.F.-Viande (1 835 kilo-calories).

Sur un dernier point enfin, la méthode de calcul des besoins a dû être réajustée, de façon à tenir compte des dépenses d'énergie consécutives au déplacement des animaux; ce supplément de dépense varie du reste avec la saison : les premières estimations (TISSIER - THERIEZ, 1978) indiquent qu'il est maximum en juin et atteint alors 100% des besoins d'entretien, ce qui est évidemment considérable.

Voisin en moyenne de 60 % de ces besoins, il dépend à la fois de la distance quotidienne parcourue et de la dénivellation, ou de la difficulté du parcours.

On conçoit que cette dépense soit particulièrement élevée en système pastoral. A l'évidence, toutes les pratiques de transhumance courte, évitant un retour quotidien en bergerie, ont pour but de réduire cette dépense qu'un éleveur apprécie facilement à travers l'amaigrissement des animaux.

« PÂTURAGE PAUVRE » NE SIGNIFIE PAS « FOURRAGE PAUVRE »

Les spécialistes de l'I.N.R.A. qui étudient depuis quelques années l'utilisation des pâturages et parcours peu productifs en France (sur le Causse, dans la Garrigue, dans les Préalpes) soulignent ce que ce qualificatif a de dangereux : « il serait mieux de dire, que les facteurs limitants de la productivité sont souvent différents de ceux rencontrés dans les zones où la prairie temporaire est fréquente, qu'ils sont plus nombreux, et surtout qu'ils sont plus contraints ». (MOLENAT, 1978).

D'une part la productivité de ces parcours est souvent supérieure à ce qu'on en attendait elle varie sur le Causse entre 400 kg de matière sèche par ha (M.S./ha) (minimum) et 1 500 kg/ha et peut être multipliée par 3 si l'on assure la restitution des éléments exportés.

D'autre part, la valeur alimentaire du fourrage produit est souvent excellente, même en été : 0,6 à 0,9 U.F.-lait et 90 à 100 g de matière azotée digestible (M.A.D.) par kg MS. Bien que cette valeur soit maximum au printemps, on a pu observer qu'elle reste intéressante dans le cas de mise en réserve sur pied, et que les animaux consomment parfaitement l'herbe devenue sèche.

Cette consommation est estimée à 1 500 g environ par jour (supérieure au printemps, elle atteint 3 000 g M.S./100 kg de poids vif pour la race Mérinos d'Arles).

D'autres observations ont montré que certains végétaux réputés peu appétents et mal consommés, comme le chêne kermès (*quercus coccifera*) constituent à certaines époques, une fraction très importante du contenu du rumen. (Groupe de recherches Garrigues 1978).

Autrement dit, non seulement la capacité d'ingestion, souvent plus élevée que prévu, varie en fonction de l'appétence proprement dite du végétal, mais elle varie aussi selon la saison, en fonction d'interactions animal/végétal encore mal connues parmi lesquelles les possibilités de composition de la ration jouent sans doute un rôle.

On est de toute façon loin d'avoir référencé pour tous les végétaux consommés, les variations de valeur alimentaires au long du cycle végétatif.

RACE LOCALE OU RACE AMÉLIORÉE : QUEL EST LE MAUVAIS TRANSFORMATEUR ?

L'ensemble de ces remarques qui sont, répétons-le, relativement récentes, conduit à remettre au cause l'opposition jusqu'alors bien admise entre « race locale peu productive : et « race améliorée bon transformateur ».

S'il est vrai en effet, que l'on a réussi à créer dans certains pays développés des races d'animaux plus chargés en muscle, moins lourds en os, ayant une forte vitesse de croissance, plus précoces et plus prolifiques, c'est que la richesse du milieu généralement tempéré et humide des grandes régions d'élevage (Îles britanniques, Pays-Bas, Allemagne du Nord et de l'Ouest, Suisse, France etc.) a incité les éleveurs à sélectionner des souches susceptibles de valoriser au mieux le potentiel élevé de ce milieu en même temps qu'un progrès technologique continu.

Par contre, l'introduction de ces races dans des milieux plus difficiles s'est régulièrement terminée par un échec dès lors que la transformation de ces milieux n'était pas simultanément conduite ; or, celle-ci est rarement totale et presque toujours localisée.

Il n'existe donc pas d'animal amélioré susceptible de donner en tout lieu et ne toutes circonstances de « meilleurs » résultats : l'amélioration ne peut consister qu'en une élévation concomitante du potentiel du milieu et de celui de l'animal.

Au demeurant, il serait tout à fait excessif de donner au concept de sélection une connotation trop exclusivement « productiviste » : les généticiens eux-mêmes, en s'appuyant désormais sur le concept beaucoup plus fécond « d'interaction génotype milieu », soulignent les grands mérites de nombreuses races locales, un moment décriées et qui résultent elles aussi d'un processus de sélection, différent, mais tout aussi soucieux d'adapter l'animal au milieu et par là, de répondre aux besoins des utilisateurs, en un moment précis du développement économique et culturel de leur société.

La résistance de ces races au climat et aux agressions du milieu, leur pouvoir tampon élevé, leur forte capacité d'ingestion, leur meilleure digestibilité des fourrages grossiers forment sans doute un équipement particulier sans lequel on ne saurait souvent justifier comment elles parviennent à produire et à se reproduire.

L'entreprise de réhabilitation qui concerne déjà certaines races bovines (Corse, Gasconne, Aubrac) et certaines races ovines (Corse, Sarde, Caussenarde, Solognote) – pour ne citer que celles qui ont pu être étudiées – vaut sans aucun doute pour d'autres « écotypes » qui, comme ceux-là, sont très certainement le fruit d'un travail délibéré de sélection.

NÉCESSITÉ D'UNE APPROCHE CONCRÈTE ET LOCALISÉE

Le risque d'erreur de mesure, dont on vient de donner quelques exemples, importe moins en définitive, que la valeur opératoire de l'approche. Or, il semble bien sur ce point, que la comparaison des ressources et des besoins soit insuffisante et qu'il faille la compléter par des appréciations plus concrètes, plus précises et plus localisées.

Chacun sait en effet que la variabilité des ressources fourragères, en quantité, en qualité et en localisation tout au long de l'année constitue une des difficultés principales de l'élevage en zone méditerranéenne.

Il est donc absolument nécessaire pour chaque région, et selon chaque système d'élevage, d'identifier ces ressources, de connaître leur répartition saisonnière et leur complémentarité.

D'ailleurs, le potentiel absolu de production à la parcelle importe moins dans un système pâtré extensif que dans un système intensif de cultures de vente. La valeur « marginale » de telle ou telle ressource dans une ration quotidienne qui en comporte plusieurs, ou à certains moments du calendrier, peut devenir très grande en fonction des besoins, et déterminante.

Là encore, le « modèle humide », qui permet un renouvellement facile et quasi-continu de la ressource fourragère en volume comme en valeur, tout au long de la saison végétative, est source de confusion.

Les exigences du climat méditerranéen conduisent au contraire les berger à moduler l'exploitation des différentes ressources de façon à en organiser l'échelonnement dans le calendrier alimentaire.

Certaines observations, réalisées dans les Alpes du Sud (C.T.G.R.E.F. 1980) donnent à penser que cette modulation se fait en jouant sur la date de première exploitation (qui est parfois retardée jusqu'à l'été), sur l'intensité de pâturage (nombre d'animaux et vitesse d'avancement du troupeau à chaque passage) ainsi que sur le nombre et la fréquence des passages.

L'organisation de réserves sur pied constitue probablement un des éléments importants de cette technique, dont nous connaissons encore peu de choses ; nous en savons encore moins sur les interactions herbe/animal sur lesquelles elles semblent se fonder. Les observations sont rares, alors qu'il faudrait les multiplier à la fois selon les régions et selon la diversité des ressources qui induisent une diversité certaine, bien que peu apparente, des systèmes d'élevage.

Il faudrait donc étudier cas par cas selon quelles modalités ces systèmes s'adaptent aux conditions écologiques locales : calendrier de reproduction, calendrier des déplacements, période, durée et importance de chaque exploitation, contribution précise de chaque ressource, etc.

DIFFICULTÉS ET NÉCESSITÉ D'UNE GESTION SYLVO-PASTORALE

Le débat, toujours ouvert, à propos de l'aménagement des parcours forestiers, continue, qu'on le veuille ou non, d'opposer le forestier au pasteur, de façon relativement stérile.

Il ferait sûrement un progrès si l'on acceptait de prendre en charge la réalité telle qu'elle est, en reconnaissant par exemple, que « l'appoint fourrager de la forêt pâturée est *vital*⁽¹⁾ pour les éleveurs » (J. POUPEON).

Dès lors, la mission de l'aménageur ne peut être que d'améliorer les résultats de la pratique dans le court terme comme dans le long terme, c'est-à-dire d'une véritable gestion mixte, sans préjuger des avantages d'une gestion spécialisée qui entraînerait inévitablement la ruine des populations en place et de leur système agraire.

Il ne s'agit donc pas seulement « de rechercher la quantité d'animaux qui peut être tolérée à l'unité de forêt dans compromettre son équilibre biologique » ce qui sous-entend qu'il existerait un certain optimum d'équilibre, à un niveau supérieur de production.

On manque malheureusement totalement de références sur ce sujet : cette gestion complexe, diversifiée de certains espaces boisés, qui fut jadis la règle en France où elle permit, ne l'oubliions pas, de répondre là comme ici, aux besoins d'une démographie pléthorique (BLANCHEMAIN 1978), a dû céder le pas à la priorité politique qui fut prise au XVII^e et renouvelée au XIX^e siècle, de réservé les espaces domaniaux aux fins d'une gestion étroitement spécialisée dans la production du bois.

Lorsqu'un usage mixte se maintient, c'est dans le domaine privé et sans qu'on soit assuré ni de l'expression maximum du potentiel fourrager de la forêt, ni celle du potentiel de bois, ni de son renouvellement.

En fait, les premières réflexions (2) font apparaître qu'il existe probablement plusieurs réponses possibles à la question posée : ouverture de la forêt de production au pâturage pendant une certaine phase de son développement, entraînant une rotation de ce pâturage dans le temps et dans l'espace; constitution délibérée d'un espace à vocation mixte, (taillis ou futaie très claire) exploité lui aussi de façon temporaire afin d'organiser la régénération etc.

Personne ne peut encore se prononcer. Tout au plus sait-on assez bien, sur la base des travaux théoriques effectués sur l'écosystème pâturé, que la présence simultanée de l'animal et de l'arbre semble générer une interaction favorable au fonctionnement de l'éco-système (L. GACHON).

L'observation, puis l'expérimentation dans le milieu lui-même, sont vraiment nécessaires, mais il est vrai qu'elles seront difficiles :

Il faudra en particulier admettre comme une hypothèse de travail sérieuse le fait que le milieu méditerranéen, en raison précisément des conditions pédo-climatiques qui sont les siennes, risque de s'accommoder mieux qu'on ne le pensait d'une gestion diversifiée et qu'une organisation différente de l'espace boisé y permettrait peut-être une production globale de phytomasse égale, sinon supérieure à celle de la prairie permanente spécialisée ou de la forêt spécialisée.

Le moins qu'on puisse dire est que l'étude de cette hypothèse implique des changements d'attitude ou de méthode assez fondamentaux.

(1) C'est nous qui soulignons.

(2) Dont le C.T.G.R.E.F., organisme pluridisciplinaire réunissant à la fois des forestiers, des agronomes et des économistes des exploitations agricoles, vient de se voir confier la conduite.

CONNAÎTRE LE SYSTÈME POUR POUVOIR L'AMÉLIORER

Les remarques qui précèdent concordent assez avec celles que peuvent faire des anthropologues (GODELIER, 1978) des économistes (I.N.R.A. - S.E.I., 1978) ou des zootechniciens (J.H. TESSIER, 1979) pour qu'on admette enfin que dans les sociétés primitives, « il existe une représentation nuancée des ressources exploitables de l'environnement et que (les hommes) pratiquent une stratégie pour les exploiter, adaptée aux contraintes de ce milieu, de leur technologie et de leur organisation sociale, et qui vise à satisfaire la hiérarchie de leurs préférences au moindre coût de travail » (GODELIER, 1978).

Nous ne pouvons donc suivre J. POUPEON quand il ne consent à voir dans le pastoralisme qu'un « mode de vie », et se déclare convaincu « que son fonctionnement n'obéit pas à une rationalité économique stricte ».

Tout, au contraire, montre qu'il existe un véritable « système de pratiques », que justifie pour une part l'empirisme, et pour une autre part qu'il faut bien admettre, une véritable démarche de connaissance scientifique.

Ainsi, loin d'être une donnée en soi, le mode de vie, dont nous ne voyons souvent du reste que les manifestations les plus voyantes ou les plus différentes du nôtre, n'est-il que la résultante d'une véritable gestion de l'écosystème dont les modalités techniques et les contraintes pratiques engendrent et structurent précisément ce mode de vie.

Dans ces conditions, l'objectif d'amélioration doit être replacé dans son contexte exact : c'est une chose de faire référence à des pratiques ou à des techniques étrangères jugées meilleures parce qu'elles répondent bien aux besoins d'un autre milieu, mieux connu que celui qu'on observe ; c'en est une autre d'apprendre à connaître celui-ci et de rechercher en quoi il peut effectivement être — comme toute entreprise humaine — amélioré.

Cela pourrait sans doute être dit par des ethnologues, auxquels pense justement J. POUPEON. Cela le serait encore bien mieux par des techniciens susceptibles d'analyser dans le détail l'organisation des pratiques, leur bien-fondé, leur rendement et leur effet, notamment à long terme, sur le fonctionnement de l'écosystème.

S'agissant du système d'élevage pastoral, cette entreprise est doublement utile.

D'une part, on sait maintenant avec certitude (GACHON, 1978 ; THIAULT, 1978) que le mode d'exploitation appliqué à une parcelle pâturée constitue le déterminant le plus décisif de la végétation, susceptible même de masquer l'expression des potentialités.

On commence, en outre, à avoir une idée de la lenteur des processus d'évolution de la flore, en raison de ce qu'on pourrait encore appeler un pouvoir tampon de la végétation (LOISEAU - MERLE, 1979).

Le processus d'appauvrissement des parcours est long et il ne s'apprécie pas seulement sur la liste des espèces présentes mais encore sur la fréquence respective de celles-ci.

L'intervention des phytosociologues doit donc être accompagnée de celle de l'agronome, qui apprécie l'évolution du pouvoir trophique du sol ou de sa capacité en eau, et de celle du zootechnicien qui explique le mécanisme, l'importance et les contraintes du processus de restitution — exportation, à travers le découpage (probable) de l'espace pâturé selon la saison, le milieu naturel, les besoins du troupeau ou les contraintes sociales.

Une seconde raison s'impose. Selon toute vraisemblance les techniques de pâturage (rotation des parcelles, détermination des temps de repos, organisation des circuits

quotidiens, fréquence des passages, etc..., en fonction des besoins du troupeau et des possibilités du milieu) font l'objet dans les sociétés pastorales d'un apprentissage très précoce de la part des enfants. Ce processus d'apprentissage repose sans doute largement sur l'observation « *in situ* » de ces interactions que nous avons évoquées et pour laquelle le maître manque autant de concepts que de langage.

L'expression et la transmission du savoir, hors de ce processus, est pratiquement impossible et l'étranger ne peut y avoir accès.

Il n'y a donc que l'observation scientifique qui puisse par la collaboration de diverses disciplines permettre de reconstituer ce savoir ou tout au moins d'en établir une représentation cohérente, bien que l'observation en termes de « systèmes » ou d'interactions (herbe/animal, comportement animal/berger, animal/climat, etc...) et pour tout dire, la pratique de la pluridisciplinarité elle-même demeurent encore rares et apparemment difficiles.

Il faut en outre affirmer la valeur d'une démarche qui, en renvoyant au groupe observé une image ordonnée de ses propres pratiques, permet d'établir avec lui un accord, une communication susceptible en retour d'accélérer le processus de connaissance, de mieux situer les points faibles de la pratique et par conséquent de favoriser une recherche commune des remèdes.

Il paraît possible en définitive de conduire de cette façon un véritable processus de progrès technique, faisant intervenir successivement l'observation et l'expérimentation sur des cas concrets, dans le milieu lui-même, et à partir des besoins profonds qui sont les siens, bien qu'inexprimés.

GAGNANT DE PROCHE EN PROCHE, ON AURAIT LA UNE VÉRITABLE DÉMARCHE ALTERNATIVE DE DÉVELOPPEMENT.

Il suffit pour la mettre en œuvre d'admettre au départ ce que les économistes eux-mêmes appellent le « postulat de la cohérence de décision des exploitants » (BROS-SIER - PETIT, 1977), et ce, quel que soit le système agraire observé.

AMÉNAGEMENT, DÉVELOPPEMENT ET RESPONSABILITÉ POLITIQUE

S'il est en vérité difficile d'admettre la logique et la cohérence d'un système auquel on est étranger, il l'est encore plus de se garder de toute référence au « modèle » que représente le système auquel on participe soi-même par naissance, par formation scolaire ou par choix politique.

Le langage trahit souvent ces intrusions : « les animaux *améliorés, meilleurs transformateurs* » devraient remplacer les « races locales *peu productrices* »; il faut « *améliorer* le bilan fourrager », et « *améliorer* les méthodes d'élevage » en mettant au point des rations *équilibrées* », ce qui évidemment, condamne « l'élevage *traditionnel* ».

De même, dénoncer « *les méfaits du pastoralisme* », n'est-ce pas mettre tout son espoir dans un projet radicalement nouveau, dans une « *doctrine pastorale* » dont il est manifeste qu'elle s'inspirera largement des leçons de l'agriculture occidentale, et du modèle politico-économique qu'elle représente ?

A vouons nos craintes, que l'application d'une doctrine ainsi conçue, hors du milieu concerné, n'ait pour premier et principal résultat de déstabiliser le système agraire existant et ce, bien avant qu'on ait pu statuer sur la dévolution de ses acquis.

Combien de certitudes, hâtivement acquises n'ont servi jusqu'alors qu'à justifier certains traumatismes et certains retards ?

Il faut rappeler que de nombreuses situations jugées regrettables, et dont la responsabilité est entièrement imputée au système pastoral, résultent en réalité du fait que les conditions de son fonctionnement ordinaire ont été gravement altérées par des interventions extérieures.

J. POUPOUN évoque justement à ce titre l'empietement de la céréaliculture sur les terrains de parcours, qui se trouvent ainsi surpâturés.

D'autres auteurs ont mis en évidence l'ampleur des distorsions apportées au fonctionnement du système agraire ancien par la colonisation en Algérie, par exemple.

C'est ainsi que la réorganisation de l'économie agricole tellienne vers une production de marché souvent exportée a rompu l'intégration ancienne de l'agriculture sédentaire à l'agriculture nomade, sur le triple plan de la production (fourniture temporaire de main-d'œuvre, pour la moisson, pâturage des chaumes, fourniture de fumier), de la consommation -et de la distribution des produits, (M'HAMED BOUKHOBZA, 1976) sans que le résultat final soit entièrement convaincant puisque la disponibilité céréalière par personne passait de 5 quintaux par personne et par an en 1871, à 2,5 quintaux par personne et par an en 1940 (BOURDIEU).

Ainsi est-il souvent facile, par simple méconnaissance des systèmes agraires passés, de prendre l'effet pour la cause.

Le mauvais procès longtemps fait à l'élevage caprin relève de la même attitude : n'a-t-on pas simplement pris pour responsable d'une déforestation souvent ancienne (constructions navales, bois de chauffage domestique, petite industrie agro-alimentaire, verrerie, etc...), l'animal contemporain du cadre final dans lequel il ne fait que survivre ?

Nous sommes par contre bien d'accord avec J. POUPOUN lorsqu'il estime « qu'il n'est pas possible de considérer les parcours forestiers sans les replacer dans leur véritable contexte : d'abord celui des parcours en général, puis dans celui de la mise en valeur agricole au sens le plus large » et que, par conséquent, « les grandes options du pastoralisme

en forêt et hors forêt doivent être définies en rapport étroit avec les préoccupations gouvernementales du développement économique et social ».

Il n'est malheureusement pas rare que le politique garde un profond silence sur des questions aussi essentielles que :

- objectifs et moyens d'une politique démographique, ou d'implantation humaine,
- objectifs et moyens d'une politique de formation, de crédit, etc...

Pour nous en tenir au cadre des aménagements de parcours en forêt - ou hors forêt - nous poserons simplement deux questions :

1. Quelle peut être la valeur d'un aménagement quand aucun objectif de production n'a été fixé, ni pour la production de viande, ni pour la production de bois - et accessoirement de viande - à la fois pour le court terme, le moyen terme et le long terme ?
2. Bien que l'économie pastorale ait historiquement précédé l'économie agricole sédentaire faut-il nécessairement concevoir le développement de cette dernière en termes d'antagonismes conduisant inéluctablement au déperissement de l'agriculture pastorale ?

Le technicien qui se veut aménageur court là, semble-t-il, un double risque : c'est d'abord celui d'endosser la responsabilité d'un modèle insuffisamment préparé ou bien qui n'ose pas dire son nom, alors que cette responsabilité appartient au politique; c'est ensuite celui de ne pas assumer sa responsabilité propre qui est d'observer et d'expérimenter dans le cadre social et naturel qui s'offre à lui.

On nous permettra en guise de conclusion, d'évoquer un précédent célèbre :

En 1947, un gouvernement d'Europe Centrale prenait la décision d'interdire purement et simplement l'élevage caprin dans la totalité du pays, à l'exception de quelques zones karstiques. Vingt ans plus tard, un haut fonctionnaire nous confiait en privé « que cela avait été une décision d'après-guerre »... Il reconnaissait ainsi qu'en privant certaines familles rurales de leur source principale de subsistance, et mettant fin soudainement à l'économie traditionnelle, on avait en fait organisé le déplacement de la main-d'œuvre vers les chantiers multiples que l'industrialisation naissante ouvrait alors partout.

Loin de nous l'idée de critiquer le bien fondé de cette politique; mais fallait-il qu'en 1964 encore (3) elle soit justifiée par des ingénieurs forestiers comme une nécessité première de rénovation de la forêt alors même que sur le terrain, les résultats étaient rien moins que convaincants ?

A. B. .

BIBLIOGRAPHIE

- BLANCHemain A. - Présentation des parcours méditerranéens; quelques aspects historiques. I.N.R.A., *in* « Utilisation par les ruminants des pâturages d'altitude et parcours méditerranéens ». Ed. I.N.R.A., 78000 Versailles.
- BOURDIEU. - Sociologie de l'Algérie.
- BROSSIER J., PETIT M. - Pour une typologie des exploitations agricoles fondée sur les projets et les situations des agriculteurs. *In* *Economie rurale*, n° 122, 1977/2.
- GACHON L., 1978. - Possibilités d'évolution de l'écosystème prairial pâturé. *In* « Utilisation par les ruminants des pâturages d'altitude et parcours méditerranéens ». Ed. I.N.R.A., 78000 Versailles.
- GROUPE DE RECHERCHES SUR L'ÉLEVAGE EN GARRIGUE, 1978. - Amélioration pastorale de la garrigue. I.N.R.A., *op. cit.*, *in* « Utilisation par les ruminants des pâturages d'altitude et parcours méditerranéens ». Ed. I.N.R.A., 78000 Versailles.
- GODELIER M., 1978. - Reproduction des écosystèmes et transformation des systèmes sociaux. *In* *Economie rurale*, n° 124, 1978/2.
- GROUPE DE RECHERCHES S.E.I. - CASTAGNICCIA, 1978. - Utilisation des parcours par les éleveurs de Castagniccia. I.N.R.A., *op. cit.*, *in* « Utilisation par les ruminants des pâturages d'altitude et parcours méditerranéens ». Ed. I.N.R.A., 78000 Versailles.
- I.N.R.A., 1978. - L'alimentation des ruminants. Editions S.E.I. I.N.R.A., route de Saint-Cyr, Versailles.
- LOISEAU-MERLE, 1979. - Influence du mode d'exploitation traditionnel sur l'état des parcours dans la région des Domes. *In* « Fourrages », n° 79, 1979.
- M'HAMED BOUKOBZA, 1976. - Nomadisme et crises de la Société pastorale en Algérie.
- MOLENAT G., 1978. - L'utilisation des pâturages à faible productivité par les ovins. *In* « Recueil des exposés des Journées de la Recherche ovine et caprine », I.T.O.V.I.C. 149, rue de Bercy, Paris.
- TEISSIER J.H., 1979. - Relations entre Techniques et Pratiques. Doc. multigraphié, I.N.R.A.P., 1979.
- THIAULT M., 1978. - Présentation des parcours méditerranéens; réflexions à partir de quelques aspects bioclimatiques. I.N.R.A., *op. cit.*, *in* « Utilisation par les ruminants des pâturages d'altitude et parcours méditerranéens ». Ed. I.N.R.A., 78000 Versailles.

(3) Lors du Symposium organisé par la F.A.O. sur « les politiques d'élevage caprin dans le Bassin méditerranéen ».